GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE SAINT OMER

BP 370
62505 SAINT OMER CEDEX
MINITEL 08.36.29.11.11
INTERNET WWW.INFOGREFFE.FR

RECEPISSE DE DEPOT

SCP HULLEU PATINIER NOTAIRES ASSOCIES

AV. VAUBAN
BP 9
62120 AIRE SUR LA LYS

V/REF :
N/REF : 2003 D 92 / 2003-A-462

LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE SAINT OMER CERTIFIE
QU'IL LUI A ETE DEPOSE A LA DATE DU 18/07/2003, SOUS LE NUMERO 2003-A-462,

Expédition d'acte notarié du 21/06/2003

Formation de la société
CONCERNANT LA SOCIETE

ALTEFLAV
Société civile immobilière
LIEUDIT LA GARENNE
62510 ARQUES

R.C.S. SAINT OMER 449 299 643 (2003 D 92)

LE GREFFIER

DROITS DE TIMBRE PAYÉS SUR ÉTAT
Autorisation du 21.11.2001

réf : 03962/JP/SG

Maître Joël PATINIER, Notaire soussigné, en qualité d'associé et au nom de la Société Civile Professionnelle dénommée "Dominique HULLEU, Serge PATINIER et Joël PATINIER, Notaires Associés", titulaire d'un office notarial dont le siège social est à AIRE SUR LA LYS (Pas-de-Calais),

A reçu le présent acte authentique entre les personnes ci-après identifiées :

SOCIETE CIVILE

IDENTIFICATION DES ASSOCIES

01. Monsieur IBLED Marc-Hubert Jérôme, demeurant à LONDRES (Angleterre), 9, Studdridge Street, SW6 3 SL.

Né à SAINT-OMER (62), le 10 octobre 1969.

Epoux en premières et uniques noces de Madame VESPIEREN Alexia.

De nationalité française.

02. Madame VESPIEREN Alexia Bernadette Patrick Marie, demeurant à LONDRES (Angleterre), 9, Studdridge Street, SW6 3 SL.

Née à CROIX (59), le 19 septembre 1972.

Epouse en premières et uniques noces de Monsieur IBLED Marc-Hubert.

De nationalité française.

Monsieur et Madame IBLED mariés à la Mairie de NEUFCHATEL HARDELOT (62), le 3 juin 1995, sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître Claude-Alain PROUVOST, notaire à ROUBAIX, le 12 mai 1995, lequel régime n'a subi depuis aucune modification conventionnelle ou judiciaire.

03. Mademoiselle IBLED Athénaïs Marie Annick Christine, demeurant à LONDRES, SW 6 3SL, 9, Studdridge Street.

Née à CROIX (59170), le 4 janvier 1997.

Célibataire.

De nationalité française.

Enregistré à SAINT OMER
Le 25 Juin 2003, bordereau n° 2003/457, case n° 1
Reçu : Exonéré
Signé : D. THEYSGEUR, receveur des impôts.

Me Joël PATINIER, Notaire Associé
AIRE-SUR-LA-LYS (P.-de-C.)

Dont la représentation est assurée par Monsieur et Madame IBLED-VESPIEREN, ci-dessus nommés, qualifiés et domiciliés, en qualité d'administrateurs légaux

04. Monsieur IBLED Flavian Hubert Michel, demeurant à LONDRES, SW 6 3SL, 9, Studdridge Street.

Né à CROIX (59170), le 19 janvier 1998.

Célibataire.

De nationalité française.

Dont la représentation est assurée par Monsieur et Madame IBLED-VESPIEREN, ci-dessus nommés, qualifiés et domiciliés, en qualité d'administrateurs légaux

05. Monsieur IBLED Albéric Charles Jacques, demeurant à LONDRES, SW 6 3SL, 9, Studdridge Street.

Né à CROIX (59170), le 28 février 2000.

Célibataire.

De nationalité française.

Dont la représentation est assurée par Monsieur et Madame IBLED-VESPIEREN, ci-dessus nommés, qualifiés et domiciliés, en qualité d'administrateurs légaux

PRESENCE - REPRESENTATION

Tous les associés sont présents.

ETAT - CAPACITE

Chaque associé confirme l'exactitude des indications le concernant respectivement telles qu'elles figurent ci-dessus.

Il déclare en outre :

Pour celui ou ceux dont la capacité ne subit aucune restriction, n'avoir fait l'objet d'aucune condamnation ou mesure entraînant l'interdiction de contrôler, diriger ou administrer une société.

Pour celui ou ceux dont la capacité subit une restriction, n'avoir fait l'objet d'aucune autre mesure que celle ci-dessus rapportée.

Lesquels ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société civile présentant les caractéristiques suivantes :

PREMIERE PARTIE - STATUTS

ARTICLE 1 - FORME

La société est de forme civile, régie par le titre IX du livre III du Code civil, modifié par la loi du 04 janvier 1978 et le décret du 03 juillet 1978.

Me Joël PATINIER, Notaire Associé ★ AIRE-SUR-LA-LYS (P.-de-C.)

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La dénomination de la société est : "ALTEFLAV"

La dénomination sociale doit figurer sur tous documents destinés aux tiers, précédée ou suivie des mots "société civile", ainsi que l'indication du capital social, du siège social, du numéro d'immatriculation, et du siège du tribunal du greffe où elle est immatriculée à titre principal.

ARTICLE 3 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à ARQUES (Pas-de-Calais), lieudit "La Garenne".

Il peut être transféré partout ailleurs sur décision collective extraordinaire des associés.

La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de SAINT-OMER.

ARTICLE 4 - OBJET SOCIAL

La société a pour objet :

L'acquisition, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement, de tous les immeubles bâtis ou non bâtis, dont la société pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, d'apport, d'échange ou autrement, tout placement de capitaux sous toutes formes, y compris la souscription ou l'acquisition de toutes actions ou obligations, parts sociales,

Et plus généralement, toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la société.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est de 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 6 - APPORTS

I - APPORTS EN NUMERAIRE

Les apports en numéraire suivants sont effectués, savoir :

- Par Monsieur Marc-Hubert IBLED : une somme de QUATRE VINGT SEIZE MILLE SEPT CENT CINQUANTE EUROS (96.750 €)

- Par Madame Alexia IBLED VESPIEREN : une somme de QUATRE VINGT SEIZE MILLE SEPT CENT CINQUANTE EUROS (96.750 €)

Me Joël PA... Associé AIRE SUR-LA-LYS (P.-de-C.)

4

Bien commun - Monsieur Marc-Hubert IBLED et Madame Alexia IBLED-VESPIEREN déclarent que leurs apports sont effectués au moyen de deniers dépendant de la communauté, et qu'en conséquence, les parts attribuées constitueront des biens communs.

- Par Mademoiselle Athénaïs IBLED : une somme de SOIXANTE MILLE EUROS (60.000 €)

- Par Monsieur Flavian IBLED : une somme de SOIXANTE MILLE EUROS (60.000 €)

- Par Monsieur Albéric IBLED : une somme de SOIXANTE MILLE EUROS (60.000 €)

Il est ici précisé que les apports de Mademoiselle Athénaïs IBLED, et Messieurs Flavian et Albéric IBLED sont effectués au moyen de deniers qu'ils ont reçu par suite des donations ci-après énoncées, savoir :

- Suivant acte reçu par Maître Joël PATINIER, Notaire soussigné, le 5 mai 2001, enregistré à SAINT-OMER, le 30 mai 2001, volume 10, Folio 58, bordereau 291/1, Monsieur et Madame Hubert IBLED-DURAND ont fait donation à chacun de Mademoiselle Athénaïs IBLED et Messieurs Flavian et Albéric IBLED, d'une somme de CENT MILLE FRANCS (100.000,00 Frs) ou QUINZE MILLE DEUX CENT QUARANTE QUATRE EUROS ET QUATRE-VINGT-DIX CENTIMES (15.244,90 Euros).

- Suivant acte reçu par Maître Joël PATINIER, notaire soussigné, le 18 janvier 2003, enregistré à SAINT-OMER, le 29 janvier 2003, bordereau 2003/70, Madame Annick IBLED-DURAND a fait donation à chacun de Mademoiselle Athénaïs IBLED et Messieurs Flavian et Albéric IBLED, d'une somme de VINGT DEUX MILLE TROIS CENT SOIXANTE DIX SEPT EUROS ET CINQUANTE CINQ CENTIMES (22.377,55 Euros).

- Suivant dons manuels en date du 07 Juin 2003, enregistrés à la Recette des Impôts des non-résidents, rue d'Uzès à PARIS, Monsieur Marc-Hubert IBLED a fait donation à chacun de ses enfants, de 2425 SICAV à la Banque Scalbert Dupont d'ARQUES et de 9 titres ⅓ PARVEST EONIA à la BNP d'ARQUES, pour une valeur de 31.236 € (valeurs mobilières cédées pour constituer l'apport à concurrence du surplus, soit 22.377,55 €).

Libération des apports en numéraire - Les apports en numéraire seront à libérer de suite.

II - APPORTS EN NATURE

Il n'est fait aucun apport en nature.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social s'élève à TROIS CENT SOIXANTE TREIZE MILLE CINQ CENTS EUROS (373.500 €).

Il est divisé en 2490 parts sociales de CENT CINQUANTE EUROS (150 €) chacune.

Ces parts sont numérotées de 1 à 2490 et attribuées de la façon suivante :

01. A Monsieur Marc-Hubert IBLED, 645 parts, numérotées de 1 à 645

02. A Madame Alexia IBLED VESPIEREN, 645 parts, numérotées de 646 à 1290

03. A Mademoiselle Athénaïs IBLED, 400 parts, numérotées de 1291 à 1690

04. A Monsieur Flavian IBLED, 400 parts, numérotées de 1691 à 2090

05. A Monsieur Albéric IBLED, 400 parts, numérotées de 2091 à 2490

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Titre - La propriété des parts sociales résulte seulement des statuts, des actes qui les modifient, des cessions et mutations ultérieures, qui seraient régulièrement consenties, constatées et publiées.

Tout associé peut, après toute modification statutaire, demander la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. A ce document est annexé la liste mise à jour des associés, des gérants et, le cas échéant, des autres organes sociaux.

Les parts sociales ne sont pas négociables.

Droits attachés aux parts - Chaque part donne droit dans la répartition des bénéfices ou des pertes, du boni ou du mali de liquidation, à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes.

Elle donne également droit de participer aux assemblées générales des associés et d'y voter.

Usufruit - Si une part sociale est grevée d'usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions prises lors des assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire pour celles prises en assemblée générale extraordinaire.

Indivisibilité des parts - Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis d'une ou plusieurs parts sociales sont représentés auprès de la société dans les diverses manifestations de la vie sociale par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou les associés. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice, à la demande du plus diligent des indivisaires.

ARTICLE 9 - MUTATION ENTRE VIFS

Opposabilité - Toute mutation entre vifs de parts sociales doit être constatée par acte authentique ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la société qu'après la signification ou l'acceptation prévue à l'article 1690 du Code civil.

Domaine de l'agrément - Toutes opérations, notamment toutes cessions, échanges, apports en société d'éléments isolés, attributions en suite de liquidation d'une communauté de biens du vivant des époux ou ex-époux, donations, ayant pour but ou pour conséquence le transfert d'un droit quelconque de propriété sur une ou plusieurs parts sociales entre toutes personnes physiques ou morales à l'exception de celles qui seraient visées à l'alinéa qui suit, sont soumises à l'agrément de la société.

Cessions libres - Toutefois interviennent librement les opérations entre associés.

Organe compétent - L'agrément est de la compétence de la gérance.

Procédure d'agrément - La procédure d'agrément intervient conformément aux prescriptions du Code civil et du décret du 03 juillet 1978.

ARTICLE 10 - DECES - DISPARITION D'UNE PERSONNE MORALE ASSOCIEE

Les héritiers, légataires, dévolutaires, doivent justifier de leurs qualités et demander leur agrément, s'il y a lieu, selon ce qui est dit à l'article 9.

Les héritiers, légataires ou dévolutaires qui ne deviennent pas associés n'ont droit qu'à la valeur des parts sociales de leur auteur. Cette valeur doit être payée par les nouveaux titulaires des parts ou par la société elle-même, si celle-ci les a rachetées en vue de leur annulation.

De même, sous quelque prétexte que ce soit, ils ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

ARTICLE 11 - RETRAIT D'ASSOCIE

Tout associé peut se retirer totalement ou partiellement de la société sur l'accord de tous les autres associés.

Le retrait d'un associé peut aussi intervenir pour juste motif ou décision de justice.

La déconfiture, l'admission au redressement ou à la liquidation judiciaire, la faillite personnelle ou la banqueroute d'un associé entraînent son retrait d'office de la société.

A moins qu'il ne demande le reprise en nature du bien qu'il avait apporté, l'associé qui se retire à droit au remboursement de la valeur de ses parts fixée, à défaut d'accord amiable, conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 12 - RECOURS A L'EXPERTISE

En cas de recours à l'expertise et à défaut d'accord entre les parties, les frais et

honoraires sont respectivement supportés par moitié par les anciens et nouveaux titulaires des parts sociales, mais solidairement entre eux à l'égard de l'expert. La répartition entre chacun d'eux a lieu au prorata du nombre de parts anciennement ou nouvellement détenues.

En cas de retrait, le retrayant supporte seul la charge de l'expertise éventuelle.

ARTICLE 13 - GERANCE

Nomination - La gérance est assurée par un ou plusieurs gérants, choisis parmi les associés, personnes physiques ou morales.

Cette nomination résulte d'une décision collective ordinaire des associés.

La durée des fonctions de la gérance sera indéterminée.

La gérance de la société sera exercée sans limitation de durée par :

Monsieur IBLED Marc-Hubert Jérôme, demeurant à LONDRES (Angleterre), 9, Studdridge Street, SW6 3SL,

Et Madame IBLED-VESPIEREN Alexia Bernadette Marie-Patrick, son épouse, demeurant à LONDRES (Angleterre), 9, Studdridge Street, SW6 3SL,

Associés susnommés, qualifiés et domiciliés, ici intervenants, qui déclarent accepter les fonctions qui viennent de leur être conférées.

Pouvoirs - Rapports avec les tiers - Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou chacun des gérants engage la société par les actes entrant dans l'objet social. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Pouvoirs - Rapports avec les associés - Dans les rapports entre associés, le gérant peut accomplir tous les actes entrant dans l'objet social que demande l'intérêt social.

S'il y a plusieurs gérants, ils exercent séparément ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chacun de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

Révocation - Un gérant est révocable par décision de justice pour cause légitime.

Il est également révocable par décision collective des associés prise en la forme ordinaire.

Décidée sans juste motif, la révocation peut donner lieu à dommages et intérêts.

Le gérant révoqué peut se retirer de la société à la condition d'en présenter la demande dans les quinze jours de la décision de révocation.

A moins qu'il ne demande la reprise en nature du bien qu'il avait apporté, le gérant révoqué a droit au remboursement de la valeur de ses parts fixée, à défaut d'accord amiable, conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 14 - DECISIONS COLLECTIVES

Forme - Les décisions collectives sont prises en assemblée, par voie de consultation écrite ou constatées dans un acte revêtu de la signature de tous les associés.

Décisions extraordinaires - Sont de nature extraordinaire toutes les décisions emportant modification directe ou indirecte des statuts, ainsi que celles dont les présents statuts exigent expressément qu'elles revêtent une telle nature.

Quorum des décisions extraordinaires - Pour être valablement prises, les décisions extraordinaires exigent la présence ou la représentation de la totalité des parts sociales émises par la société.

Majorité des décisions extraordinaires - Sous réserve d'autres conditions prévues par la loi ou les statuts, elles sont adoptées à la majorité des trois quarts des voix présentes ou représentées.

Décisions ordinaires - Sont de nature ordinaire toutes décisions collectives qui ne sont pas dans le champ d'application des décisions de nature extraordinaire.

Quorum des décisions ordinaires - Pour être valablement prises, les décisions ordinaires exigent la présence ou la représentation de la moitié au moins des parts sociales émises par la société.

Majorité des décisions ordinaires - Sous réserve d'autres conditions prévues par la loi ou les statuts, elles sont adoptées à la majorité des voix présentes ou représentées.

Composition - Tous les associés ont le droit d'assister aux assemblées et chacun d'eux peut s'y faire représenter par un autre associé. Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales dont il est titulaire.

Convocation - Sauf lorsque tous les associés sont gérants, les assemblées sont convoquées par la gérance ou sur la demande d'un ou de plusieurs associés représentant la moitié au moins de toutes les parts sociales.

Les convocations doivent être adressées par lettre recommandée au moins quinze jours avant la date de réunion. Celles-ci indiquent le lieu de réunion, ainsi que l'ordre du jour, de telle sorte que le contenu et la portée des questions qui y seront inscrites apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

Les convocations peuvent aussi être verbales et sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

Consultations écrites - En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Chaque associé dispose pour émettre son vote par écrit du délai fixé par la gérance ; ce délai ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la date de réception de ces documents.

Le vote résulte de l'apposition au pied de chaque résolution, de la main de chaque associé, des mots "adopté" ou "rejeté", étant entendu qu'à défaut d'une telle mention, l'associé est réputé s'être abstenu.

Procès-verbaux - Les procès-verbaux des décisions collectives sont établis et signés par tous les associés conformément aux dispositions de l'article 44 du décret numéro 78-704 du 03 juillet 1978, sur un registre spécial tenu conformément aux dispositions de l'article 45 de ce décret, les décisions résultant du consentement exprimé dans un acte étant mentionnées à leur date, avec indication de la forme, de la nature, de l'objet et des signataires de l'acte. Ce dernier lui-même, s'il est sous seing privé, ou sa copie authentique s'il est notarié, est conservé par la société de manière à permettre sa consultation, en même temps que le registre des délibérations.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un seul gérant et, en cas de liquidation, par un seul liquidateur.

ARTICLE 15 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social s'étend du 1er janvier au 31 décembre.
Le premier exercice social prendra fin le 31 décembre 2003.

ARTICLE 16 - COMPTABILITE - COMPTES ANNUELS - BENEFICES

Les comptes sociaux sont tenus conformément au Plan comptable national.

Les bénéfices nets sont constitués par les produits nets de l'exercice, sous déduction des frais généraux et autres charges, en ce compris toutes provisions et amortissements.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures et augmenté des reports bénéficiaires.

ARTICLE 17 - AFFECTATION DU RESULTAT - REPARTITION

Par décision collective, les associés - après approbation des comptes de l'exercice écoulé et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable - procèdent à toutes distributions, reports à nouveau, inscriptions à tous comptes de réserves dont ils fixent l'affectation et l'emploi.

Ils peuvent également décider la distribution de toutes réserves.

Les modalités de la mise en paiement sont fixées par la décision de répartition ou, à défaut, par la gérance.

Les pertes, s'il en existe, sont, au gré des associés, compensées avec les réserves existantes ou reportées à nouveau.

ARTICLE 18 - DISSOLUTION

La société prend fin par l'expiration du temps pour lequel elle a été contractée.
La collectivité des associés peut, à toute époque, prononcer la dissolution

anticipée de la société.

Cette décision doit être prise à la majorité des voix dont disposent l'ensemble des associés et à l'unanimité s'il n'y a que deux associés.

La société n'est dissoute par aucun événement susceptible d'affecter l'un de ses associés, et notamment:

- Le décès, l'incapacité, le redressement ou la liquidation judiciaire d'un associé personne physique.

- La dissolution, la liquidation, le redressement ou la liquidation judiciaire d'un associé personne morale.

La société n'est pas non plus dissoute par la révocation d'un gérant, qu'il soit associé ou non.

ARTICLE 19 - LIQUIDATION

La dissolution de la société entraîne sa liquidation hormis les cas de fusion ou de scission. Elle n'a d'effet à l'égard des tiers qu'après sa publication.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la publication de la clôture de celle-ci.

La société est liquidée par la gérance en exercice lors de la survenance de la dissolution, à moins que les associés ne décident la nomination d'un ou plusieurs liquidateurs associés ou non.

Cette nomination met fin aux pouvoirs de la gérance et entraîne la révocation des pouvoirs qui ont pu être conférés à tous mandataires.

Les associés fixent les pouvoirs des liquidateurs ; à défaut ceux-ci ont tous pouvoirs pour terminer les affaires en cours lors de la survenance de la dissolution, réaliser les éléments d'actif, en bloc ou par élément, à l'amiable ou aux enchères, recevoir le prix, donner quittance, règler le passif, transiger, compromettre, agir en justice, se désister, acquiescer, et généralement faire ce qui est nécessaire pour mener à bonne fin les opérations de liquidation.

Après extinction du passif, les liquidateurs font approuver les comptes définitifs de liquidation par les associés qui constatent la clôture des opérations de liquidation ; comptes et décision font l'objet d'une publication.

L'actif net subsistant est réparti entre les associés dans les conditions précisées supra en 8. Les liquidateurs disposent de tous pouvoirs à l'effet d'opérer les répartitions nécessaires.

ARTICLE 20 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés au sujet des affaires sociales, soit entre les associés et la société, sont soumises aux tribunaux compétents du lieu du siège social.

ARTICLE 21 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes, de leurs suites et conséquences, seront supportés par la société, portés en frais généraux dès le premier exercice social et

en tous cas, avant toute distribution de bénéfice.

En attendant l'immatriculation de la société, ils seront avancés par les associés ou l'un d'entre eux.

DEUXIEME PARTIE - FORMALITES - FISCALITE

Enregistrement - Conformément aux dispositions de l'article 635-1, 1° et 5°, du Code général des impôts, le présent acte sera soumis à la formalité de l'enregistrement dans le mois de sa date.

Il sera exonéré du droit fixe d'enregistrement en application de l'article 810 bis du Code général des impôts, les apports qui y sont contenus étant effectués à titre pur et simple.

POUVOIRS POUR ENGAGER LA SOCIETE

Les associés confèrent à Monsieur et Madame IBLED-VESPIEREN, avec faculté pour eux d'agir ensemble ou séparément, le mandat de prendre les engagements suivants pour le compte de la société avant son immatriculation au registre du commerce et des sociétés :

Pour acquérir - Acquérir de qui il appartiendra, aux prix, charges et conditions que le mandataire jugera convenables, un immeuble sis à ARQUES (Pas-de-Calais), lieudit "La Garenne" ; fixer l'époque de l'entrée en jouissance.

Payer le prix comptant ou obliger la société à son paiement en principal, intérêts, frais et accessoires, aux époques et de la manière qui seront stipulées, ainsi qu'à l'exécution des charges qui seront imposées, et notamment de celles résultant du règlement de copropriété applicable à l'immeuble au cas où il en existerait un.

Faire toutes déclarations nécessaires en vue de bénéficier de tous allégements fiscaux autorisés par la loi.

Exiger toutes justifications ; se faire remettre tous titres et pièces, en donner décharges.

Faire toutes déclarations prescrites par la loi relativement à la sincérité du prix, signer tous contrats de vente ou procès-verbaux d'adjudication, compromis ou promesse de vente, accepter toutes déclarations de command.

Faire procéder à toutes formalités de publicité foncière et à toutes dénonciations, notifications et offres de paiement ; provoquer tous ordres, payer le prix de l'acquisition soit entre les mains des vendeurs, soit entre celles de créanciers inscrits, délégataires ou colloqués ; faire toutes consignations ; former toutes demandes en mainlevée et exercer toutes actions pour l'exécution du contrat ; à cet effet, mandater, tant au niveau de l'instance, qu'au niveau de l'exécution de la décision à intervenir et de l'exercice des recours, tous avocats, avoués, huissiers de justice et, d'une manière générale, tous les auxiliaires de justice et experts dont le concours serait nécessaire.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et pièces, élire domicile, substituer et, généralement, faire le nécessaire.

Me Joël PATINIER, Notaire Associé
AIRE SUR LA LYS

Pour emprunter - Emprunter de toute personne ou établissement financier en une ou plusieurs fois, pour le temps, aux taux d'intérêts et sous les conditions que le mandataire jugera convenables, toute somme en principal.

Obliger la société au remboursement du capital et au paiement des intérêts stipulés de la manière et aux époques qui auront été convenues.

A la sûreté de cet emprunt, en principal, intérêts et accessoires, consentir tout privilège ou hypothèque portant sur l'immeuble sus-désigné.

Faire toutes déclarations quant à l'affectation de la somme empruntée, obliger la société ou les associés conjointement pour le cas où elle ne serait pas constituée, à effectuer cet emploi.

Pour le cas où la somme empruntée est destinée au paiement du prix d'une acquisition en tout ou en partie, faire toutes déclarations lors du paiement du prix sur l'origine des deniers, afin de faire bénéficier le prêteur du privilège de prêteur de deniers.

Faire toutes déclarations au sujet de l'assurance-incendie, céder au prêteur jusqu'à due concurrence et ce, par préférence à la société ou aux associés, pour le cas où la société ne serait pas constituée, l'indemnité qui pourrait être due par les compagnies d'assurances en cas de sinistre. Consentir à toutes significations des actes d'obligation.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et pièces, élire domicile, substituer et généralement faire le nécessaire.

Pouvoirs divers - Faire toutes déclarations d'existence et toutes formalités.

Faire ouvrir tous comptes courants et dépôts bancaires ou postaux au nom de la société en formation et les faire fonctionner sur la seule signature d'un mandataire.

Conclure avec toutes personnes des contrats entrant dans l'objet social.

Reprise des engagements - L'immatriculation de la société vaudra reprise des engagements ci-dessus par celle-ci conformément à l'article 6 du décret numéro 78-904 du 03 juillet 1978.

Etant précisé que pour le cas où la société ne serait pas constituée, les associés, conformément aux dispositions de l'article 1843 du Code civil, ne seront pas tenus solidairement des obligations nées des actes ainsi accomplis.

DONT ACTE, rédigé sur DOUZE pages.

Fait et passé à AIRE SUR LA LYS, en l'étude de la Société Civile Professionnelle sus-énoncée.

L'AN DEUX MILLE TROIS,

Le VINGT ET UN JUIN

sans mot nul

Et, après lecture faite, les parties ont signé avec le Notaire.

POUR EXPEDITION CONFORME, sur douze pages, sans mot nul.

